

HISTOIRE VIVANTE L'engrenage de la concurrence internationale a contraint l'horlogerie suisse à se réinventer. **10**

RELIGIONS Les Eglises, agacées par les mesures anti-Covid, pourront reprendre leurs cultes à Genève. **11**

le **MAG** La machine à écrire revient en force. La preuve en plusieurs expositions à Yverdon. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
9
LE COURRIER
VENDREDI 4 DÉCEMBRE 2020

La violence extrême et les rackets commis par la police au Kenya ont poussé les habitants de bidonvilles à s'organiser collectivement pour la justice sociale. Interview sur place

Police kenyane hors contrôle

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Droits humains ▶ A Nairobi, 60% de la population vit dans des bidonvilles souvent insalubres. Loin de pacifier ces zones minées par l'insécurité, les forces de l'ordre semblent jeter de l'huile sur le feu: «Ayant grandi dans une communauté affectée par les injustices infligées par la police et l'administration locale, j'ai décidé d'agir et de devenir un défenseur des droits humains», témoigne au téléphone Anthony Kimani Mburu, activiste du Centre pour la Justice sociale (CJS) du quartier de Kiamaiiko, dans le slum de Mathare. C'est dans ce faubourg qu'est né en 2015 le premier CJS, avant d'essaimer dans tous les bidonvilles de Nairobi. Au cœur de leur action: les abus policiers et la violence domestique contre les femmes, autre fléau qui mine les quartiers informels (lire ci-dessous). Ils sont accompagnés dans cette tâche par l'ONG Peace Brigades International (PBI) Suisse. Une mission qui n'est pas sans dangers puisque les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées ont fortement augmenté ces dernières années au Kenya. Interview.

Dans quel contexte la police utilise-t-elle communément la violence contre les jeunes?
Anthony Kimani: Les agents qui sortent en patrouille extorquent souvent de l'argent aux habitants de nos quartiers. Lorsque les citoyens s'y opposent, ils utilisent la violence. Ils arrêtent les gens sous n'importe quel prétexte. Une prétendue infraction au code de la route à moto, par exemple. Les jeunes entre 14 ans et 30 ans sont particulièrement visés par ces pratiques. Il devient difficile pour eux de sortir.

A vous entendre, de nombreux policiers de ces quartiers agissent comme des bandes criminelles...
Tout à fait. En revanche, quand vous allez dans les zones résidentielles aisées de Nairobi, la



Des Nairobiites transportent la dépouille de leur ami présumément battu à mort par des policiers, en mai 2020. KEYSTONE

police est là pour protéger les riches. Vit-on dans deux différéments mondes? Nous sommes tous des Kenyans. Les lois devraient nous protéger tous.

La pandémie et le confinement ont-ils donné lieu à d'autres types de débordements?
Lorsque la police sort pour faire appliquer le confinement, ils brutalisent régulièrement des résidents. Un cas est particulièrement connu: celui du jeune Yasin Moyo, 13 ans, tué par bal-les par un policier ce printemps alors qu'il se trouvait sur le balcon de son appartement, sous le prétexte de faire appliquer le couvre-feu pendant la pandémie. Yasin Moyo n'était pas armé.

Que fait votre organisation contre ces violences policières?
Nous agissons pour amener le gouvernement et la police à agir

dans le cadre de la Constitution. Le mouvement pour la justice sociale œuvre surtout à la conscientisation. Nous informons les citoyens sur leurs droits et sur leurs possibilités d'agir pour les faire valoir. Nous rappelons aussi constamment aux agents leur mandat et les limites de leur action. Nous invitons la police aux rencontres que nous organisons dans les quartiers, dans lesquelles s'expriment des jeunes, l'administration locale, des citoyens et des commerçants au sujet du vivre ensemble pacifique.

Les activistes de votre collectif sont-ils aussi harcelés?
Oui, nous avons été ciblés par la police lors de nos enquêtes sur les disparitions forcées. J'ai été personnellement menacé par des gendarmes et par le commissaire du district. Nous vivons dans la peur et le gouver-

nement ne répond pas présent pour nous protéger. Cela rend nos conditions de travail extrêmement difficiles.

Pouvez-vous me donner un exemple?
En juin, nous avons donné une conférence de presse pour dénoncer les meurtres commis par la police, dont celui de Yasin Moyo. De nombreux policiers, dont des gradés, sont venus nous intimider. Ils nous ordonnent d'arrêter d'enquêter. Ils mettent nos téléphones sur écoute et nous suivent. Dans certains cas, ils vont rendre visite à nos familles pour qu'elles fassent elles-mêmes pression sur nous. Ma femme me demande régulièrement de stopper mon travail. Je lui réponds que, si mon fils ou ma fille était enlevé demain, quelqu'un devra bien se battre pour eux. Aujourd'hui, il s'agit de mon

voisin, demain ce pourrait être moi.

Le nombre de personnes tuées par la police et disparues a plus que doublé en 2019 et 2020 par rapport aux années précédentes. Qu'est-ce qui explique cela?
La police a changé de méthode. Avant, les forces de l'ordre arrêtaient les délinquants présumés, les torturaient et jetaient leurs corps dans un fossé. Maintenant, les corps disparaissent. Confrontée aux critiques de défenseurs des droits humains, la police a adopté les disparitions forcées comme une tactique pour se couvrir et éliminer les preuves. Cela provoque la terreur, même chez les défenseurs des droits humains. Nous alertons les médias internationaux et les Nations unies. On dénombre 144 tués ou disparus en 2019 et je pense qu'en 2020 on dépasse déjà ce chiffre¹. Nous

sommes confrontés à ces tueries presque tous les jours.

Quelles sont vos demandes envers le gouvernement?
Il doit respecter les droits humains et prendre des mesures efficaces. Il faut former la police pour qu'elle traite les personnes dignement. Il est aussi urgent de mettre fin à l'impunité en donnant les conditions à la justice pour faire son travail et poursuivre les policiers mis en cause. Aujourd'hui, la police fait ce qu'elle veut. Les gradés protègent systématiquement leurs agents coupables de méfaits.

Une enquête a-t-elle été ouverte concernant l'assassinat de Yasin Moyo?
Oui, la justice s'est saisie de son cas à la suite de nos manifestations et une première audience a eu lieu contre le policier incriminé. Son meurtrier doit être condamné. Le jour de la première audience, plus de quarante policiers étaient dans la salle pour faire pression et intimider. Sa famille doit aussi être protégée, nous avons des craintes pour elle car certains de ses membres ont été suivis par la police.

Un autre grand problème dans les bidonvilles de Nairobi est celui du logement et de l'accès à l'eau, aux sanitaires et à l'électricité. Le gouvernement a annoncé qu'il allait construire 50 000 logements. Une bonne nouvelle?
Les prix de ces logements seront très élevés. Payer 1,6 million de shillings kenyans (environ 13 000 francs suisses) pour un logement est impossible pour les résidents de nos quartiers. D'autres méthodes de construction, plus économiques et participatives sont proposées par la société civile, mais le gouvernement ne veut rien savoir. Par ailleurs, 50 000 habitations, ce n'est qu'une goutte dans l'océan. Dans les dix quartiers informels de Nairobi, ce sont plus de 2,7 millions de familles qui ont besoin d'un logement. ¹missingvoices.or.ke/facts-and-figures

Une force collective contre les violences de genre

«Chaque fois que j'entendais qu'une fille allait être mariée contre son gré ou qu'une autre allait subir une mutilation génitale, j'intervenais. Je parlais avec elle, je protestais dans les cérémonies de mariage, je me rendais auprès de chefs traditionnels et de la police», confie la militante kenyane Rahma Wako à PBI. Cela, c'était déjà avant son engagement plus structuré au sein du Centre pour la justice sociale à Mathare, dans la banlieue de Nairobi. Désormais, les femmes disposent pour les soutenir de ces centres communautaires dans tous les quartiers informels de la capitale.

Ses membres agissent à plusieurs niveaux: dans les familles et au sein des communautés pour prévenir les violences domestiques et sensibiliser à la santé sexuelle et reproductive, mais aussi auprès de la justice et des autorités, souvent hostiles à leur cause. «Les cas de viols ne sont pas toujours pris sérieusement.

Quand un agresseur présumé n'est pas arrêté après une plainte, non seulement le problème empire pour la victime mais aussi pour moi, car je suis mise sous pression et je crains pour ma propre

viols», déplore Rahma Wako. Pour les activistes, PBI a mis en place une boîte à outils (*toolkit*), qui contient des informations et des techniques destinées à améliorer la sécurité des défenseuses des droits humains.

Avec la pandémie et les mesures, la situation s'est encore aggravée dans les foyers kenyans pauvres des villes, lourdement touchés économiquement: «Le confinement à la maison combiné à de hauts niveaux d'incertitude et de peur engendrent des environnements stressants pro-

pices à la violence», expliquent Anna Mutavati et Maniza Zaman, rédactrices du magazine en ligne kenyan *Africa Renewal*. Les enfants sont les plus vulnérables dans ce contexte. «Les familles exposées à des situations extrêmes peuvent avoir recours au travail des enfants, à la prostitution ou au mariage de mineurs.» La violence sexuelle se serait exacerbée: au Kenya, un tiers des crimes reportés depuis le début de la crise du Covid-19 sont liés à la violence à caractère sexuel, assurent-elles.